 ****

**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**[GUINEE]**

**ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET**

**POUR LA PERIODE JANVIER- JUIN 2014**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **No & Intitulé du projet** | **ID : 0085 994**  **PBF/GIN/D-2**  **Projet d’appui à l’Emploi des Jeunes et des Femmes dans l’agenda de consolidation de la paix en Guinée « Étude des opportunités dans les secteurs Minier et Agricole »** | | |
| **Organe(s) bénéficiaire(s)[[1]](#footnote-1):** | **UNICEF** | | |
| **Partenaires d’exécution (gouvernement, institutions de l’ONU, ONG, etc.)** | * **Ministère de l’Emploi, de l’Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle** * **Ministère de la Jeunesse, de l’Emploi des Jeunes et des Sports** * **Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l’Enfance** * **Cabinet BUDEC Face** | | |
| **Site:** | **Toutes les régions de la Guinée** | | |
| **Budget total approuvé[[2]](#footnote-2)** | **433,350 $ US** | | |
| **Fonds engagés[[3]](#footnote-3)** | **433,350 $ US** | **% de fonds engagés / budget total approuvé:** | **100%** |
| **Dépenses[[4]](#footnote-4):** | **379,870$ US** | **% de dépenses / budget total: (taux d’exécution)** | **88%** |
| **Date d’approbation du projet:** | **Mars 2013** | **Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)** |  |
| **Date de démarrage du projet:** | **Avril 2013** |
| **Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:** | **31 juillet 2014** |
| **Domaine de résultats attendus par le PBF[[5]](#footnote-5)** | Domaine de résultats (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet):  **Domaine Prioritaire 3 : Emploi des Jeunes et des femmes.** | | |
| **Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants** | •*Fournir une évaluation qualitative des progrès accomplis dans le sens des objectifs d’ensemble du projet (à la fois en termes de* ***résultats*** *et de* ***produits****)*  Le résultat majeur de ce semestre a été la soumission, par le cabinet de consultants BUDEC Face recruté au cours de l’année 2013, et la validation par les Comités Technique et de Suivi, du rapport d’étude sur les opportunités d’emplois pour les jeunes et les femmes dans les secteurs agricole et minier.  •*Utiliser les indicateurs et l’objectif du projet pour mesurer les résultats obtenus (cf. le tableau des objectifs, à la fin du présent formulaire)*  **Résultat 1 : Le portrait des secteurs miniers et agricoles en termes d’opportunités d’emploi pour les jeunes et les femmes assorti d’un programme d’intervention et le plan d’action y afférent en lien avec la situation de consolidation de la Paix est réalisé.**  Durant le premier semestre 2014, la première version du rapport soumis vers la fin du mois de janvier a été présentée au Comité technique dans une séance d’analyse préliminaire, le 7 février 2014. Cette première version a été jugée techniquement assez satisfaisante. Elle a fait l’objet de commentaires et recommandations visant à mieux étoffer l’analyse. La 2ème version du rapport déposée le 17 février a fait l’objet d’une 2ème séance de validation technique par les deux comités, le 21 février 2014, respectivement le Comité technique et le Comité de suivi. A cette rencontre de validation prenaient part la majorité des membres des deux comités, soit environ une quinzaine de membres, notamment de l'USAID, la Banque Mondiale, l’Agence Française de Coopération (AFD), l’UNICEF, l'ONUDI, PBF, l'OIM, les trois Secrétaires Généraux, respectivement des Ministères de l'Action Sociale, de la Jeunesse, de l'Enseignement Technique ainsi que leurs cadres techniques concernés de ces trois ministères. Cette version du rapport a été validée par les deux comités qui ont jugé qu'il n'était pas nécessaire de refaire un atelier de validation officiel, tel que c'était prévu dans le projet afin de réunir à nouveau, en particulier, les mêmes participants pour approuver l'étude une 2ème fois. Cette validation a été toutefois conditionnée par la prise en compte par le Cabinet de consultation, dans la version finale du rapport, des recommandations finales formulées dans ladite rencontre. Lesquelles, dans l'ensemble, ne remettaient pas en question la qualité du rapport. D'un point de vue administratif, la version finale du rapport a été revue par l'UNICEF et les autres membres des 2 Comités, par voie électronique, pour vérification de la prise en compte de ces recommandations. Le rapport final d’étude sur les opportunités d’emploi des jeunes et des femmes dans les secteurs agricole et minier a été soumis le 18 avril 2014 et approuvé par l’UNICEF et le Ministère de l’Emploi, de l’Enseignement Technique et de la Formation professionnelle, malgré quelques faiblesses qui doivent être corrigées.  **Résultat 2 : Les acteurs nationaux et les partenaires du public et du privé intervenants dans le domaine de la promotion de la Paix et de l’emploi des jeunes et des femmes sont informés et sensibilisés et le plan d’action est adopté.**  Toutes les activités correspondant à ce résultat ont été réalisées en 2013.  **Résultat 3 : Le document du programme d’appui à l’emploi des jeunes et des femmes est actualisé selon le nouveau contexte socio politique et économique de la Guinée.**  Durant le premier semestre 2014, en juin un premier draft de cadre de programme a été présenté par le cabinet de consultant à l’UNICEF, au Ministère de l’Emploi, de l’Enseignement Technique et de la Formation professionnelle, au ministère de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes et au Peace Bulding Fund. Les réactions et commentaires sur ce cadre sont attendus de la part de ces acteurs avant d’entamer la phase de rédaction du programme. Ce dernier qui sera validé par le Comité de Suivi et le Comité Technique avant présentation et validation officielle en juillet 2014. Cependant, il faut souligner la faible qualité technique de ce draft de cadre de programme.  •*Quels sont les points forts des résultats obtenus – attendus ou non?*  Le principal résultat obtenu ce semestre a été la validation du rapport d’étude sur les opportunités d’emploi des jeunes et des femmes dans les secteurs minier et agricoles. La réunion du Comité de Suivi a connu une bonne participation puisqu’une quinzaine de partenaires étaient présents, ce qui démontre l’importance de la problématique et l’intérêt qu’elle suscite.  •*Les résultats obtenus ont-ils eu des effets sur les causes et les éléments moteurs du conflit?*  Non applicable pour le moment. Le Programme n’ayant pas encore été validé et mis en œuvre, il n’y a pas eu ce semestre d’effet sur les causes et les moteurs du conflit.  •*Y a-t-il eu des « effets catalyseurs » - engagements de financement supplémentaire ou déclenchement de processus de paix pertinents?*  Non applicable pour le moment. Le programme n’ayant pas encore été présenté, il n’y a pas encore eu d’engagements financiers pris par les partenaires.  •*Quels sont les risques / problèmes subsistants – et comment y faire face?*  Les retards pris dans la rédaction et la validation du rapport d’étude a impacté le calendrier d’exécution du projet et la réalisation du programme national. De même, le cabinet de consultant a aussi accusé un retard dans la rédaction de ce programme national. De plus, la faible qualité technique du draft de cadre de programme pourrait remettre en cause la capacité du cabinet de consultants à produire un tel document. Un mécanisme de suivi doit être mis en place pour garantir la qualité du programme.  •*Quels résultats supplémentaires peut-on attendre d’ici à la fin de l’année?*  D’ici la fin de l’année, outre le rapport d’étude sur les opportunités d’emplois des jeunes et des femmes dans les secteurs minier et agricole qui a déjà été validé, le programme national d’intervention et son plan d’action sont attendus et approuvés.  •*Faut-il adapter les stratégies du projet?*  Les retards pris dans la rédaction et la validation du rapport d’étude a impacté le calendrier d’exécution du projet et la réalisation du programme national. Une extension du projet va donc être sollicitée afin de pouvoir atteindre tous les résultats escomptés avec la qualité requise. De plus, un mécanisme de suivi doit être mis en place pour accompagner les consultants dans la rédaction du programme et veiller à ce que le document atteigne les normes de qualité requises. | | |

**EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D’INDICATEURS:**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateurs de performance** | **Données de référence en tant qu’indicateurs** | **Cibles fixées en termes d’indicateurs** | **Cibles atteintes** | **Raisons expliquant l’écart éventuel** | **Risques** |
| ***Objective stratégique (PPCP)***  **Le Gouvernement dispose d’un diagnostic et d’un plan d’action dans le secteur de l’emploi visant les groupes les plus à risque (les jeunes et les femmes)** | *Indicateur (1)*  % accru de jeunes et de femmes à risques d’instabilité ayant accès à l’emploi notamment dans le secteur des mines et de l’agriculture | N/A |  | N/A | Le programme national et son plan d’action n’est pas encore validé. Le nombre de jeunes et de femmes touchées par ce programme ne peut donc être défini. |  |
| ***Produit 1 :***  **Le portrait des opportunités d’emploi dans les secteurs concernés est réalisé et validé**  **Le plan d’action pour l’emploi des jeunes et des femmes dans le secteur des mines et de l’Agriculture est adopté** | *Indicateur 1.1:* Le rapport d’étude est adopté | N/A | Un portrait de qualité dans les deux secteurs est réalisé. | Le rapport d’étude a été validé par les deux comités. |  |  |
| *Indicateur 1.2* : Nombre de participants aux ateliers et fora par groupe d’acteurs | N/A | Au moins 6 membres du Comité Technique réunis au moins 5 fois pour accompagner la réalisation de l’étude  Environ 15 participants des 2 comités réunis à trois reprises | Les deux comités se sont réunis chacun une fois pour commenter et valider l’étude : une quinzaine de membres, notamment de l'USAID, la Banque Mondiale, l’Agence Française de Coopération (AFD), l’UNICEF, l'ONUDI, PBF, l'OIM, les trois Secrétaires Généraux, respectivement des Ministères de l'Action Sociale, de la Jeunesse, de l'Enseignement Technique étaient présents lors de la validation par le Comité de suivi du rapport d’étude. En plus de cela, trois réunions présidées par le Ministère de l’Emploi et réunissant PBF, le Ministère de la Jeunesse et l’UNICEF ont eu lieu pour accompagner le cabinet d’étude dans la prise en compte des recommandations sur le rapport d’étude et l’élaboration du programme. | Il est prévu de réunir les deux Comités pour les commentaires et la validation du programme. |  |
| ***Produit 2 :***  **Le Plan d’action pour l’emploi des jeunes et des femmes pour le secteur des mines et de l’agriculture est vulgarisé** | *Indicateur 2.1* : # de participants aux ateliers et fora de vulgarisation | N/A |  | Réalisé en 2013. |  |  |
| *Indicateur 2.2* : # d’ateliers et de fora organisés | N/A |  | Réalisé en 2013. |  |  |
| *Indicateur 2.3* : # d’exemplaires du PA distribués | N/A |  | Réalisé en 2013. |  |  |
| *Indicateur 2.4* : # débats et émissions diffusés | N/A |  | Réalisé en 2013. |  |  |
| ***Produit 3 :***  **Le document du PEJ2 est Édité, diffusé**  **Le PEJ2 est vulgarisé** | *Indicateur 3.1* : # de participants aux ateliers et séances de consultation, concertation | N/A | 372 | Réalisé en 2013. | . |  |
| *Indicateur 3.2* : # de copies éditées et diffusées | N/A | 1,000 copies éditées dont 500 ont été diffusées | Réalisé en 2013. |  |  |

1. Veuillez noter que, s’il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis. [↑](#footnote-ref-1)
2. Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires. [↑](#footnote-ref-2)
3. Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d’activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financiers des organes bénéficiaires [↑](#footnote-ref-3)
4. Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris. [↑](#footnote-ref-4)
5. Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP). [↑](#footnote-ref-5)